

L'été 2008 sera peut-être apprécié par les historiens, avec le recul du temps, comme un tournant dans la vie internationale. Près de vingt ans après le Mur de Berlin, alors que l'intervention des casques bleus, sur tous les continents, la création du Tribunal Pénal International (T.P.I.), semblaient montrer la montée de la conscience et de la raison universelles, les événements de Géorgie nous replaçaient trente ans en arrière : la confrontation URSS-US.

Oui, le sang de la guerre est de retour. N'oublions pas le 11 septembre, Madrid, Londres, Paris.

La guerre économique aussi est de retour : les tensions économiques, bancaires et financières qui ont toujours été son terreau fertile sont, on le voit cette semaine encore, portées à un potentiel destructeur sans précédent.

La crise marque la fin d'un monde et si le gros de la tempête est devant nous, nous devons rompre avec l'économie et la société de la peur. Tout, aujourd'hui, est interrelation et interconnexion. La simple bipolarité de la guerre froide est morte et avec elle, l'imagination facile des lendemains. Le futur est imprévisible et pourtant nous devons construire avec une seule certitude : la démocratie politique libérale et le marché ne résoudre pas tout.

La paix semblait pourtant à portée des sacrifices consentis par les peuples pour en espérer l'avènement : L'Europe, avec le projet communautaire, l'irrésistible aspiration à la paix, a voulu définitivement se détourner des rapports de force et de la logique de puissance, au profit d'une approche nouvelle, celle du Droit.

Mais l'empire tranquille du Droit a plutôt régressé ces derniers temps. Les **tensions idéologiques et les logiques de l'affrontement ont persisté et ont été gagnants sur la Politique**: la démocratie, le règlement pacifique des conflits, les droits de l'Homme et les libertés fondamentales sont affichés presque partout et respectés presque nulle part, en dehors de quelques démocraties plus matures. Une nouvelle forme de menace, le terrorisme, apparaît pour déstabiliser l'ordre social démocratique, bâti sur ces valeurs universelles.

Les **tensions ou conflits armés demeurent** une réalité de ce début de 21^{ème} siècle. Leur liste est impressionnante. L'impasse du processus de paix au Proche-Orient, la partition de Chypre, la situation au Nagorno-Karabakh, la dictature militaire en Birmanie, l'oppression chinoise au Tibet, les frictions entre l'Inde et le Pakistan, les persécutions contre les chrétiens en Inde, la lutte armée des FARC en Colombie, les conflits chroniques du continent africain, le Soudan, le Darfour, l'Irak et l'Afghanistan... Le programme nucléaire iranien, la rupture du dialogue national entre indiens et hispaniques en Bolivie, la recrudescence des actes de piraterie internationale justifient notre sentiment que le monde va de plus en plus mal et que l'insécurité, **notre** insécurité ici et maintenant, s'accroît et efface le concept trompeur de la « fin de l'Histoire », le monde plat et réconcilié, malgré lui, par le capitalisme que nous prédisent certains idéologues. En réalité, la disparition du « bloc contre bloc », n'a fait - paradoxalement- que **fragiliser plus encore la sécurité du monde**.

Notre angoisse naît aussi du fait que la « géographie conflictuelle » est brouillée, difficile à cerner spatialement quand terrorisme et conflit muent, se diversifient, s'intensifient. Où sont les repères ? L'Honnête homme appelle le géographe à la rescousse pour s'y retrouver dans un monde déboussolé.

La guerre revient parce que la peur collective renaît. Derrière toute **peur**, une source de conflit : la peur de la mondialisation, la peur de l'adaptation à un monde qui change, la peur de l'Autre. Ce n'est plus tant le conflit que l'angoisse du conflit qui est centrale. La télévision nous montre à satiété des conflits armés « traditionnels », mais nous craignons aussi

ce que nous ne pouvons connaître : la sourde menace qui rôde, qui se terre, qui attend pour frapper.

Diversification, extension et accélération des conflits : voilà la nouvelle réalité de l'insécurité rampante :

La diversification des conflits : armées non conventionnelles, groupes criminels, mafias, entreprises multinationales parfois. Autant de nouveaux acteurs engagés dans ces guerres d'un nouveau type. La nature des conflits est plus variée : il n'est plus nécessaire que le sang coule pour que la guerre éclore. L'approvisionnement en matières premières stratégiques -comme le pétrole- le fonctionnement des marchés financiers internationaux maintiennent la pression. Partout. Tout le temps. Pour tous.

L'extension des conflits : ils peuvent se diffuser vite à l'espace géographique voisin : au Darfour, ce sont les voisins, le Tchad, le Centre Afrique qui se trouvent impliqués.

Enfin, l'accélération de la charge conflictuelle : l'accélération de la libéralisation des économies et de la finance, le libre-échange, la révolution des technologies de l'information, les progrès des transports enfin, ont façonné une planète, en réseaux où la nanoseconde est l'unité de temps. Cela mutualise les opportunités, mais aussi les risques et les crises. La mondialisation ne crée un monde ni meilleur ni plus dangereux qu'il y a vingt ans : elle dessine les contours d'un système international nettement plus instable, moins contrôlé, qui appelle des réponses à la fois globales et très spécifiques.

Inévitablement empreint d'une forte dimension éthique et prospective, le thème de l'édition 2008 de notre Festival, « **Entre guerres et conflits, la planète sous tension** », nous conduira à questionner la dynamique des conflits, si tant est que la célèbre maxime d'Yves Lacoste « la géographie, ça sert d'abord à faire la guerre » trouve aujourd'hui, plus que jamais, toute sa portée.

LA GUERRE A CHANGE

L'opposition armée, frontale, jusqu'à la destruction totale d'un camp, ne correspond plus depuis 1945 à la réalité des conflits. Pourtant, les logiques de la guerre traditionnelle trouvent encore des **prolongements**.

La vision de Clausewitz des conflits en général, de la guerre en particulier, fait de **l'espace** géographique – le trop fameux « Lebensraum » (espace vital) de l'histoire européenne du 20^{ème} siècle – et de la **politique** deux instruments fondamentaux au service d'une logique de **puissance** partout à l'oeuvre. Expansion territoriale, développement de la natalité, croissance économique : autant de préoccupations permanentes des puissances dans l'histoire de leurs relations.

Écoutons Z. Brzezinski, en 1980 : « *La Géorgie nous ouvre l'accès au pétrole et bientôt au gaz d'Azerbaïdjan, de la mer Caspienne et de l'Asie centrale* » - expliquant la stratégie afghane des US. L'intervention russe dans les territoires d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud, sa reconnaissance de leur indépendance et l'installation de bases militaires russes sur ces territoires montrent que la Russie cherche clairement à conforter son retour sur la scène internationale et à restaurer son statut de puissance majeure.

Les conflits sont aujourd'hui plus déstabilisateurs qu'hier pour les nations : la résurgence des nationalismes, la multiplication des acteurs engagés dans les conflits, et l'existence de multiples facilitateurs de conflits fragilisent notre sécurité :

La persistance de la logique de puissance dans les relations internationales est renforcée par la **résurgence du nationalisme**. L'intrusion abusive ressentie par la Russie, dans sa traditionnelle sphère d'influence héritée de l'URSS, par le développement de la « politique européenne de voisinage », illustre les crispations identitaires engendrées par une incompréhension réciproque. De même, la Serbie ne peut pas se résoudre à abandonner le Kosovo, lieu de la bataille fondatrice de son identité (Bataille de Kosovo, 1390).

L'éclosion d'un monde multipolaire, c'est aussi la montée de nouveaux risques et la **multiplication des acteurs** : peuples, ethnies, nations, Etats potentiellement impliqués dans les conflits.

Ainsi émerge une importance nouvelle des **acteurs non étatiques**. Jalosés ou décriés, les médias (CNN et Al-Jazira) et les organisations non gouvernementales (ONG) créent l'évènement, disposent d'une grande capacité de mobilisation (Handicap international sur les bombes à sous-munitions), ils influencent l'opinion internationale et font pression sur les Etats. Le développement de sociétés anonymes privées, véritables entreprises dont le sang est le chiffre d'affaires, et engagées en marge des forces régulières, en nombre aux côtés des forces régulières (Irak), montre la privatisation croissante de la guerre et les risques de dérapage dans la maîtrise de sa conduite par les autorités militaires.

Ainsi la **privatisation des conflits**, ce sont les armes faciles et disponibles, la guerre privée fraîche et rentable... Une déresponsabilisation des individus s'ensuit et cela conduit tout droit au Rwanda.

Plus d'acteurs, plus de conflits, mais un seul paradoxe : l'illusion entretenue de la « guerre sans morts ». A l'opposé des guerres meurtrières du 20^{ème} siècle, la volonté politique s'affiche de la guerre « propre » sans victime, de la « frappe chirurgicale » qui soigne au lieu de tuer. Les fameux « dommages collatéraux » sont minimisés, les victimes civiles non-combattantes deviennent des erreurs statistiques marginales (la mort de civils en Afghanistan après des frappes aériennes américaines).

Le terrorisme, les attaques biologiques (les enveloppes au bacille du charbon aux Etats-Unis), chimiques (la secte Aoun au Japon), s'appuient sur la recherche horrible du plus grand nombre de morts possible : **c'est la terreur de masse**.

La résurgence des nationalismes et la diversification des acteurs se combinent avec des données économiques nouvelles, qui jouent comme **facilitateurs de conflits**.

L'effort de **recherche et développement** qui anime nos économies trouve une de ses plus grandes sources de croissance dans les industries d'armement (USA, UK, France, Russie). Echappant parfois au contrôle des entreprises et des Etats, la technologie de pointe rend possible la miniaturisation, le déclenchement à distance, la puissance meurtrière décuplée.

Le commerce mondial d'armes représentait 65 milliards d'Euro en 2006. ¹

Pour le contenir, la liste s'allonge chaque année des embargos décrétés par l'ONU, l'UE ou l'OSCE : Afghanistan, Birmanie, Bosnie Herzégovine, Chine, Congo, Corée du

¹ Les quatre premiers exportateurs de systèmes d'armes étaient la même année les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France et la Russie

Nord, Iran, Irak, Liban, Libéria, Ouzbékistan, Rwanda, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Zimbabwe)², mais pour quelle efficacité réelle ?

Car rien -même pas le coût des armes- n'arrête la guerre rampante : **de nouvelles sources de financement** se font jour. La dissimulation des flux financiers, les paradis fiscaux, le blanchiment de l'argent sale, les revenus tirés des trafics, le rôle des Etats voyous, facilitent tous le développement et l'extension des conflits. La situation géographique de l'Afghanistan n'explique pas, seule, le rôle de ce pays dans le terrorisme ; cet Etat produit 95% de l'héroïne du marché mondial, ce qui lui permet de dégager des ressources financières illimitées pour les groupes terroristes qui l'utilisent comme base.

Et les fortunes insolentes de la drogue n'effacent pas, ailleurs, le scandale social des bidonvilles qui concourent tout autant, en Amérique latine par exemple, à ce que l'insécurité devienne l'état banal d'une société : en témoignent les favelas brésiliennes qui révèlent leur univers de violence, de drogue, de pauvreté et d'insalubrité.

La somme des petits enjeux localisés du 21^{ème} siècle est peut être plus dangereuse que le risque d'apocalypse nucléaire généralisé du 20^{ème} siècle. Il n'y a plus de champ de bataille. Le « théâtre d'opération » n'a plus de « scène de crime » : les lieux de conflit se déplacent.

LA GUERRE S'EST DEPLACÉE

La **guerre s'est déplacée** même si le **territoire géographique** en reste un des éléments déterminants. Des nouvelles logiques de conflit ont fragilisé notre sécurité.

C'est vrai, le territoire reste essentiel. Qui se soucierait de la frontière entre l'Erythrée et Djibouti si un récent rapport de l'ONU ne mettait en garde contre la possible déstabilisation par Djibouti du détroit de Bab El-Mandeb, point de passage d'un transport maritime considérable, notamment de produits pétroliers. La position stratégique et le territoire sont, plus que jamais, clefs pour comprendre le monde.

Trois facteurs font bouger les choses : la perte de sens des frontières, la multiplication des dynamiques de conflit et l'apparition de menaces globales.

La mondialisation renvoie à une certaine **perte de sens de la notion de « frontière »**. Elle n'est plus un obstacle aux échanges et le conflit lui-même ne se laisse plus enfermer. Il devient souvent infra-étatique ou, au contraire, transnational.

Les frontières sont **poreuses, imprécises, mouvantes** : des zones de non droit apparaissent qui peuvent être mise à profit par les organisations criminelles et terroristes. D'une vallée à l'autre, dans le désert, la guerre contre le terrorisme en Afghanistan est ainsi rendue encore plus difficile. Le Pakistan a dénoncé les atteintes de l'Otan à son intégrité territoriale, suite à des opérations conduites par les forces américaines dans la zone frontalière entre le Pakistan et l'Afghanistan (zone tribale de la vallée du Panshir). Mais où est la frontière quand il n'y a que du caillou ?

² Liste officielle au 3 août 2007

Aux frontières moins nettes répond un changement d'échelle des conflits. Pourquoi l'Union Européenne se soucie-t-elle à ce point de la situation des Etats fragiles sur l'ensemble du continent africain ? De façon très réaliste, elle considère qu'agir pour la sécurité du continent africain en faveur du développement (APD), de l'intégration régionale (Union Africaine) et du maintien de la paix (Eufor Tchad/RCA), c'est agir pour sa propre sécurité. Là-bas, la déstabilisation met également en cause l'accès aux matières premières, par exemple à l'uranium au Niger.

Aujourd'hui, les **dynamiques de conflit** sont multiformes. La crise des « subprimes » (née en 2007 aux Etats-Unis), présente une triple dimension, financière, énergétique et alimentaire. Dans certaines régions du monde, des facteurs différents de conflit catalysent l'émergence conflictuelle : rivalités ethniques (les grands lacs en Afrique) fondamentalismes religieux, idéologie anti-occidentale ou anti-américaine, tous ces traits se combinent et se renforcent.

Les tensions se matérialisent désormais à de **multiples niveaux**.

Les cheminements, parfois erratiques, de la construction des Etats-nations et l'absurdité de certaines frontières coloniales trouvent, aujourd'hui encore, des prolongements. Les conflits demeurent fortement imprégnés par les oppositions historiques, ethniques, linguistiques dans la construction même de l'Etat-Nation.

Exemple du problème récurrent de la construction d'un Etat indépendant et viable, la Moldova. Seul Etat orthodoxe de la région avec la Roumanie, la *question culturelle* y est primordiale. Les Moldaves sont grandement divisés sur leur identité : ils partagent une *langue* et une culture communes avec les Roumains, mais leurs histoires ont longtemps été séparées. De plus, les minorités ukrainiennes, russes, mais aussi turcophones y sont importantes. Région plus russifiée que le reste du pays par sa population et son histoire, la Transnistrie est le symbole des inextricables difficultés de la construction nationale, dont les symptômes sont multiples : opposition à l'unification avec la Roumanie, troubles internes, développement de trafics en tout genre, crise économique, séparatisme.

Les *religions*, bien sûr, demeurent causes de conflit. Nous l'avons évoqué au FIG en 2002. Il me suffira, ce soir, de rappeler qu'il n'y a pas **un** Islam mais de multiples référents théologiques (sunnites, chiites) qui croisent parfois la dimension ethnique : ainsi, au Pakistan, depuis 1967, il est difficile de dépasser les identités ethniques (penjabie, sindhie, baloutche, mohajire, pachtoune) aux penchants centrifuges.

Depuis toujours, l'**accès aux ressources naturelles** a engendré des tensions.

L'*eau* tout d'abord. Le FIG y a consacré son édition 2003. On se souvient de la question du Jourdain et de celle du partage des eaux du Tigre, de l'Euphrate et de l'Oronte entre la Syrie et la Turquie pour en illustrer les difficultés.

Récemment, la ruée vers l'or noir de l'Arctique, -qui implique la Russie, le Canada, les Etats-Unis et le Danemark- illustre les enjeux liés à l'accès aux ressources stratégiques, comme le *pétrole*, thématique évoquée l'année dernière.

La question de l'accès aux ressources est d'autant plus problématique qu'elle est, aujourd'hui, prolongée par des *considérations géopolitiques et écologiques*. Nombre de ressources sont stratégiques parce qu'elles sont nécessaires au développement économique et à la croissance ; elles influencent donc les comportements des Etats sur la scène internationale (l'activisme chinois en Afrique cache une soif de matières premières). S'il n'est pas régulé, l'accès aux ressources cause des dommages à l'environnement (ainsi en est-il des ressources halieutiques).

Les atteintes à la biosphère (la Chine émet 4 milliards de tonnes de carbone par an dans l'atmosphère) et les tensions accrues sur les approvisionnements stratégiques (le baril de pétrole se vendait à 10\$ en 1999, contre 107\$ aujourd'hui 23/09/2008), entre concurrence et conflits, la surexploitation des ressources naturelles sont susceptibles de relancer, à l'échelle mondiale, des tensions inconnues jusqu'à présent à ce degré.

L'économie, elle-même, devient guerrière. Certains hommes politiques évoquent à l'envi « la guerre économique ».

Les *tensions actuelles sur les marchés monétaires et financiers* sont tout autant révélatrices de l'opposition frontale des intérêts des acteurs que de l'impératif d'une régulation organisée pour apaiser les tensions. Nous y reviendrons dans une table ronde.

L'opposition irréductible entre les pays industrialisés et les pays émergents quant au droit au développement économique bloque les négociations internationales.

Face aux limites de la gouvernance environnementale mondiale (notamment la non-ratification du protocole de Kyoto par des gros pollueurs), les concessions faites par le G8 (réduire de 50% les émissions de GES d'ici à 2050) suffiront-elles à éviter la catastrophe environnementale et les risques associés au réchauffement climatique en particulier ? La paix écologique est-elle possible ?

Les négociations à l'OMC tentent de promouvoir des valeurs universelles de développement plus égalitaire pour réguler l'ouverture des économies. Mais les conflits commerciaux demeurent très nombreux, qu'ils opposent des secteurs d'activité (la guerre du textile entre la Chine et l'UE), des Etats (entre la Pologne et la Russie sur l'exportation de viande de bœuf) ou des blocs régionaux (par exemple dans la négociation des nouveaux accords de libre-échange entre l'UE et les pays ACP).

La combinaison des questions économiques, du développement social, du commerce international, des marchés de matières premières, de la grave crise alimentaire et de l'effondrement du système financier forme, sans exagérer, un mélange détonnant à l'échelle de la planète.

Conflits et tensions sont également de plus en plus **dématérialisés**.

Les **menaces peuvent ne pas avoir de réalité palpable** : elles peuvent aussi utiliser des **supports immatériels « de la guerre électronique »** avec Internet, par exemple. En avril 2007 déjà, l'Estonie avait dû faire face à une attaque politique d'une rare violence après la décision gouvernementale de déplacer une statue à la gloire des soldats de l'Armée rouge du centre de Tallinn à la périphérie de la ville. Cette fois encore, le déclenchement des hostilités sur le Web entre la Russie et la Géorgie a parfaitement épousé la chronologie, terrestre, des événements, alimentant le conflit réel.

L'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication a enfin pour conséquence l'**instantanéité** de la réalisation de la menace, partout dans le monde.

La **mondialisation** va donc de pair avec **l'apparition de menaces globales**: terrorisme, prolifération des armes de destruction massive, criminalité organisée, réchauffement climatique... La dissémination des armes nucléaires, les essais réalisés par l'Inde et le Pakistan en 1998, par la Corée du Nord en 2006, l'allongement de la portée de ces armes (bientôt Israël à portée de fusée de M. Ahmadinedjad ; 1300 kilomètres de portée pour les arsenaux Iranien et Pakistanais, plus encore pour les armes indiennes et nord-coréennes) enfin, montrent que la prolifération est un facteur multiplicateur des conflits. La dangerosité du monde tout entier n'a jamais été aussi grande : toutes les régions peuvent s'embraser et nous entraîner dans un cataclysme généralisé.

Le tableau des fragilités du monde, de ses instabilités est donc si riche ! Qu'il nous faut une bonne dose de volonté pour continuer à croire, dans ce bouleversement permanent de la mondialisation, à un monde meilleur. Comme l'affirme le philosophe Alain « le pessimisme est d'humeur, l'optimisme est de volonté ». La paix n'est donc pas acquise : elle est un bien global à vouloir, à construire et reconstruire sans relâche.

C'est pourquoi **un cadre régulateur global est nécessaire. Une gouvernance mondiale** s'impose : elle devra être pluridimensionnelle et permettre une gestion intégrée de quelques grands problèmes urgents, alimentaires, environnementaux, énergétiques, monétaires, financiers et commerciaux. Une gestion intégrée du risque en amont pour conjurer la crise. Car comme l'affirme l'économiste américain Martin Wolf « Dans les systèmes financiers dérégulés, les crises sont aussi inévitables que les tremblements de terre sur une ligne de faille ». La seule incertitude porte sur le moment où l'évènement survient !!

« Jamais les hommes n'ont eu autant de motifs de ne plus s'entretuer. Jamais ils n'ont eu autant de motifs de se sentir associés dans une seule et même entreprise » écrivait Raymond Aron. Le nouvel état des relations internationales révèle-t-il, au contraire, un affrontement entre aires culturelles, entre civilisations ? Une telle analyse serait une vision très simplificatrice de la réalité. Chaque individu est porteur de cultures multiples et toute société est pluriculturelle. « La rencontre entre cultures ne produit pas le choc, le conflit, la guerre, mais l'interaction, l'emprunt, le croisement » (T. Todorov). L'enjeu est d'accepter la pluralité, de savoir en tirer profit pour faire franchir au Monde. Pour que **la géographie serve à faire la paix.**